



## **ASSOCIATION COMITE DES ŒUVRES SOCIALES (C.O.S)**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Avenue du Parc  
2 le Campus  
95032 CERGY PONTOISE CEDEX

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2021

# COMITE DES ŒUVRES SOCIALES

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

---

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de l'ASSOCIATION COMITE DES ŒUVRES SOCIALES,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **L'ASSOCIATION COMITE DES ŒUVRES SOCIALES** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- nos contrôles ont notamment porté sur la régularité de la comptabilisation en produits des subventions ainsi que des contributions des agents ;
- plus généralement, les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'association et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité. Les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cergy, le 8 avril 2022

Le commissaire aux comptes  
**EXPONENS**

Signé par



Signature numérique de : Stéphane CUZIN  
Date : 08-04-2022 15:07  
Lieu : PARIS

37346430326632342d643066382d...

Stéphane CUZIN

*Associé*

BILAN ACTIF	Exercice 2021			Exercice 2020
	Montant brut	Amortissements & dépréciations	Montant net	Montant net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Matériel informatique	- €	- €	- €	- €
Total immobilisations corporelles	- €	- €	- €	- €
Titres-immeubles temps partagé	90 600,58 €	90 600,58 €	- €	- €
Parts Crédit Mutuel	15,00 €	- €	15,00 €	15,00 €
Aides remboursables	9 878,55 €	- €	9 878,55 €	12 848,02 €
Prêts	119 345,65 €	- €	119 345,65 €	42 486,34 €
Dépôts&cautionnements versés	53 833,72 €	- €	53 833,72 €	52 546,30 €
Total immobilisations financières	273 673,50 €	90 600,58 €	183 072,92 €	107 895,66 €
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>273 673,50 €</b>	<b>90 600,58 €</b>	<b>183 072,92 €</b>	<b>107 895,66 €</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Fournisseurs - avances	4 313,60 €	2 400,00 €	1 913,60 €	2 400,00 €
Bénéficiaires du COS	47 420,13 €	- €	47 420,13 €	156 086,69 €
Créance/ Conseil Départemental 95	147 402,46 €		147 402,46 €	- €
Créance/CAF	77 048,45 €	- €	77 048,45 €	76 659,94 €
Créance/SMBO	1 634,64 €	- €	1 634,64 €	1 496,16 €
Créance/GIP	- €	- €	- €	8 346,04 €
Débiteurs divers	327,68 €	- €	327,68 €	11 592,40 €
Titres de placements	50 550,00 €	- €	50 550,00 €	50 550,00 €
Livrets Association	1 017 984,66 €	- €	1 017 984,66 €	911 310,02 €
Banques et caisse	35 706,23 €	- €	35 706,23 €	199 634,13 €
Charges constatées d'avance	344 952,41 €	154 799,00 €	190 153,41 €	84 177,11 €
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>1 727 340,26 €</b>	<b>157 199,00 €</b>	<b>1 570 141,26 €</b>	<b>1 502 252,49 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 001 013,76 €</b>	<b>247 799,58 €</b>	<b>1 753 214,18 €</b>	<b>1 610 148,15 €</b>

BILAN PASSIF	Exercice au 31/12/2021	Exercice au 31/12/2020
<b>FONDS PROPRES</b>		
Réserves au 01/01/1990	900 540,21 €	900 540,21 €
Apport sans droit de reprise	43 198,62 €	43 198,62 €
Report à nouveau	138 922,36 €	107 165,11 €
Excédent ou déficit de l'exercice	- €	31 757,25 €
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>1 082 661,19 €</b>	<b>1 082 661,19 €</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES &amp; CHARGES</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>
<b>FONDS DEDIES</b>	<b>203 997,06 €</b>	<b>- €</b>
<b>DETTES</b>		
Dépôts reçus pour FDR crèche	52 000,00 €	52 000,00 €
Fournisseurs & comptes rattachés	14 620,00 €	67 390,00 €
Bénéficiaires du COS	15 445,25 €	13 607,76 €
Etat, IS	528,00 €	804,00 €
SDIS	14 958,48 €	14 883,90 €
Conseil Départemental 95	- €	48 817,53 €
Autres créanciers	- €	129,77 €
Produits constatés d'avance	369 004,20 €	329 854,00 €
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>466 555,93 €</b>	<b>527 486,96 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 753 214,18 €</b>	<b>1 610 148,15 €</b>

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2021	Exercice 2020
<b>PRODUITS</b>		
Subventions	2 011 831,48	1 836 775,47
Participations des agents	384 211,42	391 601,50
Produits divers	734,00	2 839,00
Reprise de provisions&Transferts de charges	223 533,00	0,00
Total des produits	2 620 309,90	2 231 215,97
<b>CHARGES</b>		
Achat petit matériel	0,00	0,00
Services extérieurs	9 830,74	11 218,82
et Autres Services extérieurs	64 511,43	46 298,72
Impôts et taxes	0,00	0,00
Charges de personnel	373 260,67	364 254,48
Autres charges de gestion	1 813 501,95	1 579 470,23
Dotations aux amortissements	0,00	0,00
Dotations aux provisions pour dépréciations	157 199,00	223 533,00
Report en fonds dédiés	203 997,06	0,00
Total des charges	2 622 300,85	2 224 775,25
<b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>-1 990,95</b>	<b>6 440,72</b>
Produits financiers	2 947,69	4 212,48
Charges financières	-1,15	-0,10
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>2 946,54</b>	<b>4 212,38</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>955,59</b>	<b>10 653,10</b>
Produits exceptionnels		
sur opérations de gestion	340,00	79,86
sur opération en capital	0,00	21 910,22
Reprise de provisions s/immob financières	0,00	17 192,25
Charges exceptionnelles		
sur opérations de gestion	-767,59	-81,93
sur opération en capital	0,00	-17 192,25
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-427,59</b>	<b>21 908,15</b>
Impôt sur les sociétés	-528,00	-804,00
<b>EXCEDENT</b>	<b>0,00</b>	<b>31 757,25</b>
<b>DEFICIT</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Exercice 2021	Exercice 2020
Contributions volontaires en nature		
<i>Prestations en nature</i>	44 707,61	49 838,13
Total des contributions	44 707,61	49 838,13
Charges des contributions volontaires en nature		
<i>Mise à disposition gratuite de biens</i>		
Mobilier & fournitures de bureau	610,07	98,28
Bureaux bâtiment E	28 668,12	27 849,58
<i>Mise à disposition gratuite de services</i>		
Frais de fonctionnement des bureaux	3 157,92	3 420,00
Travaux d'imprimerie	3 488,62	5 682,11
Affranchissements	7 082,88	11 088,16
Frais téléphoniques&accès internet (estimation)	1 700,00	1 700,00
Total des charges des contributions	44 707,61	49 838,13



## ANNEXE - exercice clos le 31/12/2021

### Application des conventions comptables

Les comptes de l'exercice 2021 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
  - indépendance des exercices.
  - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre à l'exception des changements de présentation indiqués ci-après.
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

### Description de l'objet social de l'association

Le Comité des œuvres sociales du personnel du département du Val d'Oise est une association qui s'est donnée pour mission de proposer des prestations dans le domaine des actions sociales et des loisirs.

### Convention portant sur la mise à disposition de locaux, matériel et fournitures de prestations

Le Conseil Départemental du Val d'Oise met gratuitement à la disposition du C.O.S. pour ses activités administratives :

- des locaux à usage de bureaux, soit 138,50 m<sup>2</sup>
- l'entretien, l'assurance des bâtiments et la fourniture d'électricité et de chauffage
- la fourniture de prestations de services
- l'équipement en mobilier, matériel et fournitures de bureau.

### Rémunération des dirigeants

Les dirigeants de l'Association ne sont pas rémunérés pour leurs fonctions d'administration.

### Conséquences du COVID-19 sur les comptes 2021

Instituée en France en mars 2020, la loi de vigilance sanitaire a reporté au 31 juillet 2022 le cadre législatif de l'état d'urgence sanitaire, la pandémie de Covid-19 n'étant pas achevée.

Dans ce contexte l'association a dû prendre des mesures d'aménagement de ses activités avec entre autres mesures le report en 2022 de prestations programmées initialement sur le 1er semestre 2020.

Les prestations facturées en 2020 et reportées sur l'année 2022 sont inscrites à l'actif du bilan sur la ligne "Charges constatées d'avance" pour un montant de 154 799,00€. Ce poste d'actif bilantiel présente une provision pour dépréciation à hauteur de 154 799,00€, soit 100% des avances financières adressées aux fournisseurs. Cette provision est constituée dans le respect du principe de prudence afin de couvrir le risque de défaillance de ces prestataires.

## BILAN ACTIF

## Information sur l'actif immobilisé.

Tableau de l'actif immobilisé	Au 01/01/2021	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2021
Matériel informatique/ <i>mis au rebut</i>	999,00 €	- €	999,00 €	- €
Immobilisations corporelles	999,00 €	- €	999,00 €	- €
Titres-immeubles temps partagé	90 600,58 €	- €	- €	90 600,58 €
Participation Crédit Mutuel	15,00 €	- €	- €	15,00 €
Titres & Participations	90 615,58 €	- €	- €	90 615,58 €
Aides remboursables	12 848,02 €	3 900,00 €	6 869,47 €	9 878,55 €
Aides remboursables	12 848,02 €	3 900,00 €	6 869,47 €	9 878,55 €
Prêts santé handicap	2 386,82 €	- €	1 299,36 €	1 087,46 €
Prêt santé	- €	3 600,00 €	450,00 €	3 150,00 €
Prêts Immobiliers	20 904,49 €	- €	13 724,06 €	7 180,43 €
Prêts amélioration habitat	17 916,50 €	- €	8 255,07 €	9 661,43 €
Prêts amélioration de l'habitat	- €	88 532,00 €	9 874,74 €	78 657,26 €
Prêts logements	604,00 €	- €	313,64 €	290,36 €
Prêts entrée au logement	- €	5 000,00 €	1 375,04 €	3 624,96 €
Prêts réparation véhicule	674,53 €	- €	674,53 €	- €
Prêts véhicule achat et/ou réparation	- €	16 500,00 €	1 956,25 €	14 543,75 €
Prêts permis de conduire	- €	1 500,00 €	350,00 €	1 150,00 €
Prêts	42 486,34 €	115 132,00 €	38 272,69 €	119 345,65 €
Dépôts & cautions versés	52 546,30 €	1 287,42 €	- €	53 833,72 €
<b>Total de l'actif immobilisé</b>	<b>199 495,24 €</b>	<b>120 319,42 €</b>	<b>46 141,16 €</b>	<b>273 673,50 €</b>

Tableau des amortissements	Au 01/01/2021	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2021
Matériel informatique / <i>mis au rebut</i>	999,00 €	- €	999,00 €	- €
Amortissement linéaire sur 3 ans				
<b>Total des amortissements</b>	<b>999,00 €</b>	<b>- €</b>	<b>999,00 €</b>	<b>- €</b>

Tableau des dépréciations des actifs	Au 01/01/2021	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2021
Titres-immeubles temps partagé <i>Dépréciation représentant 100% de la valeur des titres</i>	90 600,58 €	- €	- €	90 600,58 €
Avances fournisseurs	- €	2 400,00 €		2 400,00 €
Charges constatées d'avance <i>Risque de défaillances de fournisseurs</i> <i>Dépréciation représentant 100% des avances versées</i> <i>voir détail en ( 1 )</i>	223 533,00 €	154 799,00 €	223 533,00 €	154 799,00 €
<b>Total des dépréciations</b>	<b>314 133,58 €</b>	<b>157 199,00 €</b>	<b>223 533,00 €</b>	<b>247 799,58 €</b>

( 1 ) détail par nature de prestation	Au 01/01/2021	Augmentation	Diminution	Au 31/12/2021
Voyages	181 133,00 €	154 799,00 €	-181 133,00 €	154 799,00 €
Spectacle de Noël	40 000,00 €	0,00 €	-40 000,00 €	0,00 €
Repas des retraités	2 400,00 €	0,00 €	-2 400,00 €	0,00 €
	223 533,00 €	154 799,00 €	- 223 533,00 €	154 799,00 €

**BILAN PASSIF**Information sur les Fonds dédiés

L'article 132-1 du règlement ANC 2018-06 définit les fonds dédiés comme la partie des ressources dédiées par des financeurs à des projets définis, qui à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Il est à préciser lorsque les ressources dédiées à un projet n'ont pas été totalement utilisées alors que le projet est achevé, le reliquat peut-être transféré à un autre projet défini avec l'accord des financeurs.

Suivi des fonds dédiés	Au 01/01/2021	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2021
Excédent 2021 affecté au budget 2022 "Loisirs"	- €	203 997,06 €	- €	203 997,06 €
Total	- €	203 997,06 €	- €	203 997,06 €
Total des fonds dédiés	- €	203 997,06 €	- €	203 997,06 €